

## **La trinité présidentiable**

Lorsque le PS eut enfin produit un substitut à Delors, Pasqua adressa publiquement les compliments des Ballarduriens à Jospin. La partie allait pouvoir commencer avec une chance hypothétique d'éviter un duel consternant Ballardur-Chirac au deuxième tour.

Balladur, homme des réformes sans rupture dans le cadre d'un pacte social, bénéficie du soutien des démocrates-chrétiens (un soutien qui tourne au chantage de la part du couple Giscard-Barre).

Chirac, homme de rupture par des réformes dans le cadre d'un pacte républicain, a moins de chance de ce côté. L'abbé Pierre a proféré: *"Il est incapable de gouverner la France "*.

Un Jospin tout neuf se réclame du parrainage de Francisque Mitterrand qui prône un contrat social et de Delors favorable à la réduction du temps de travail et du salaire. Il a choisi pour stratège C. Evin expert en C.S.G., pour porte-parole M.Aubry virtuose en C.E.S. et autres précarités, colistière municipale du père Falise, recteur de la Catho de Lille et garant laïque des accords Lang-Cloupet.

Le lendemain de sa désignation à la candidature, interrogé sur Europe 1, Jospin commentait: *"Le slogan de Balladur pourrait être: trop lent; celui de Chirac: trop rapide; le mien serait le bon rythme"*. Ce qui signifie qu'ils gravitent sur le mérite chemin. Le chemin de Maastricht et de l'Union monétaire avec ses échéances et ses critères. Relevons au passage une première tromperie de Jospin indépendamment des styles de campagne; le rythme le plus rapide pour atteindre l'Union monétaire serait plutôt celui de Balladur et le plus lent celui de Chirac qui envisageait un moment de différer l'échéance de 97 avant de reculer sous la pression de ses conseillers. Parmi les *"critères de convergences"* deux d'entre-eux suffisent à éclairer le passage obligé des trois caballeros, en dehors de toute démagogie et dissimulation, le critère d'inflation et celui du déficit.

### **Le développement de la lutte des classes**

Le critère d'inflation a motivé la politique d'austérité inaugurée par Mauroy, radicalisée par tous les gouvernements successifs au titre de la désinflation compétitive. Elle implique le blocage des salaires, qui s'est traduit en fait par une perte de pouvoir d'achat de 15% depuis 83. Elle suppose un stagnation mythique des prix et des profits. Mais voilà que depuis l'automne le gouvernement se targue d'une reprise économique. Si c'est vrai les salariés sont fondés à revendiquer une part de l'accroissement des plus-values; ce qu'ils réalisèrent par les grèves de fin de l'année avec quelque succès comme chez Péchiney. C'est alors que deux thèses s'affrontent.

La première établit un lien entre augmentation salariale et relance économique: pour répondre à la demande le patron embauche, il accroît son chiffre d'affaire et donc la part de plus-value, les ouvriers revendiquent, les augmentations de salaires se répercutent sur la consommation, la reprise se transforme en relance, créatrice d'emplois. Nonobstant l'incapacité du capitalisme à résoudre à terme sa crise mondiale, cette thèse a du moins le mérite de mobiliser les travailleurs, d'impulser le mécanisme dans un sens moins agressif, compatible avec le développement normal de la lutte des classes. Principalement défendue par Marc Blondel au

nom de Force Ouvrière, confirmée en pratique par les mouvements des derniers mois: elle interpelle évidemment les candidats dont deux d'entr'eux Chirac et Jospin, intègrent dans leurs discours un certain déblocage du salaire direct. Mais les subtilités de la langue française usent parfois de la précision grammaticale dans un sens restrictif. On sait la différence entre un *"je t'aime"* et *"je t'aime bien"*. Il serait préférable que ces candidats parlent de salaire sans préciser salaire *"direct"*, surtout lorsqu'en même temps ils envisagent de pérenniser et d'amplifier l'exonération de charges sociales des entreprises instituée par les gouvernements socialistes. Car une augmentation de 400 fr. du salaire *"direct"*, toujours bonne à prendre, serait sérieusement obérée si, d'autre part, on en détourne 500 du *"salaire indirect"*, qu'il faudra bien compenser chez le praticien ou à l'assurance privée, surtout chez le percepteur étant donné que les candidats programment tous une fiscalisation de la Sécurité Sociale.

### **Une R.T.T. caritative et subsidiaire**

A cette thèse d'une relance par les salaires s'oppose celle d'un antagonisme entre salaire et emploi. Elle procède d'un précepte, fondé sur l'abaissement des coûts salariaux, selon lequel un emploi nouveau signifie un sacrifice de la part du patron, qu'on ne peut par conséquent lui demander à la fois d'embaucher et d'augmenter les salaires, qu'il faut établir un choix éthique et récompenser toujours par des exonérations et des primes l'acte philanthropique représenté par la création d'un *"emploi aidé"* (c'est à dire précaire et sous-payé). Ce ne sont pas les fruits de la reprise qu'il s'agit de partager mais le travail et les salaires, puisque chaque travailleur coûte à son patron.

Les adeptes de cette conception caritative relancent aujourd'hui leur antienne de la réduction du temps de travail (la R.T.T.) et leur chef de file, Mme Notat, s'exclame sur RTL (7.2) *"ceux qui disent: on réduit le temps de travail sans perte de salaire sont des menteurs"*. C'est clair. Rien à voir avec la semaine allemande de 35h. prévue pour octobre. La mouvance de Mme Notat élabore des plans pour moduler ces pertes graduellement *"compensées"*, par référence au SMIC, grâce à une participation de l'Etat, le *"deuxième chèque"* dans lequel les auteurs d'un texte-pétition sublime (1) voient les prémices d'une *"abolition du salariat"* (sic!).

A cette budgétisation d'une partie du salaire direct (généralisant des dispositions du plan quinquennal) correspondrait la fiscalisation de la Sécurité Sociale, progressive selon la C.G.T., en commençant par un impôt sur les sociétés (dont le taux a été abaissé de 50% à 33% par les gouvernements de gauche), immédiate selon la CFDT, et son front uni (FEN, FSU, FNMF, Autonomes...) par un impôt sur tous les revenus, type CSG payée à 86% par les salariés. Cette fiscalisation-budgétisation du salaire direct et sa substitution au salaire indirect permet dans les deux cas l'ingérence prédominante de l'Etat tant au niveau des conventions collectives que de la couverture sociale (2). Il resterait aux syndicats à gérer la répartition des enveloppes budgétaires dans l'esprit social-chrétien de la subsidiarité.

### **Le déficit: un arbre qui cache une forêt**

Le critère du déficit imposé par l'échéancier maastrichtien exige du budget national qu'il ramène son déficit des 5.7% actuels à moins de 3% du P.I.B. C'est à dire que l'Etat devra restreindre encore son train de vie et tout d'abord celui de ses fonctionnaires, qu'il s'agisse des salaires ou des effectifs. Un certain rapport Courson attend le lendemain des élections pour sortir des cartons: inspiré du livre blanc de M. Rocard, il remet en cause le *Code des pensions* et réserve aux fonctionnaires l'application du régime général de la Sécurité Sociale modifié dans le sens restrictif que l'on sait (40 annuités, 25 meilleures années). Quant aux effectifs, les privatisations en instance (Télécom, Equipement, projet Laurent... ) le recours aux Associa-

(1) Le Monde Libertaire du 26.01.

(2) Déficit S.S. : 3% de ses recettes.

tions, l'aménagement du territoire (agents multiservices des Pays) doivent accélérer la défonctionnarisation en cours.

Mais il existe plusieurs façons d'amoinrir un déficit, outre les économies ce peut être les rentrées fiscales. L'impôt direct ne représente que 20% des recettes et une fiscalisation de la couverture sociale ne manquerait pas d'alourdir les prélèvements obligatoires. Il reste les privatisations et les emprunts d'Etat, qui augmentent régulièrement le volume de la dette publique. Et le remboursement des intérêts oblige à d'autres emprunts qui portent aujourd'hui, dans une spirale infernale, l'endettement à 50% du P.I.B. (3). Quand le remboursement apparaît impossible la monnaie s'écroule brutalement, comme le peso mexicain. *"Une analyse réalisée par l'O.C.D.E. en décembre 1994 résume le sentiment des analystes. Elle souligne que certains pays comme la Suède, le Canada, l'Italie et l'Espagne risquent, en dépit de leurs efforts, de voir leur dette publique s'accroître d'ici à la fin du siècle et que d'autres comme la Belgique, la France et le Etats-Unis devront subir des contraintes très fortes pour réduire leur endettement"* (4). Contraintes pour qui?

### **La fragilité du franc fort**

La crise mexicaine s'est répercutée plus ou moins fortement sur les monnaies européennes et le franc atteint son cours le plus bas depuis 93 face à la devise allemande. Interviewé sur Europe1 (le 22.2), J.Boissonat, conseiller monétaire à la *Banque de France*, confirmait que l'affaiblissement du franc tenait à la diffusion de la crise mexicaine sur les marchés européens et non à l'incertitude des résultats électoraux français, puisque: *"quels que soient les résultats, la ligne fondamentale ne variera pas"*. A bon entendeur salut. *"Le deutschemark est à nouveau le grand gagnant de cette situation. Il échappe à la suspicion que nourrissent les marchés à l'égard des devises des pays considérés comme politiquement fragiles, mais aussi à l'inquiétude vis-à-vis des dettes publiques jugées trop importantes"* (4). Glorieux bilan d'une politique de rigueur du "franc fort", alors que l'Allemagne, aux coûts salariaux les plus élevés d'Europe, instaure la semaine de 35h. sans diminution de salaires et que les métallos d'I.G. Métall en grève revendiquent 6% d'augmentation.

Dernier effet pervers des emprunts d'Etat, le maintien de taux d'intérêts élevés. *"Un cercle vicieux puisque la crainte des déficits publics fragilise les devises et que toute hausse des taux pour les protéger ne fait que rendre plus coûteux le financement de la dette"* (4). Plus les déficits publics sont élevés, plus la hausse des taux d'intérêts est forte. Ce qui induit deux conséquences: d'une part l'orientation des placements financiers vers la spéculation boursière plutôt que dans l'investissement industriel, d'autre part une paralysie de la consommation qui se conjugue avec la rigueur salariale pour maintenir un taux de chômage élevé... qui n'entre pas dans les critères de Maastricht!

L'opposition de principe des anarchistes à une délégation de pouvoir exorbitant et incontrôlé pendant 7 ou 5 ans les conduit à l'abstention, qui ne procède pas d'un rituel religieux mais de l'expérience historique des faits largement confirmée par le fonctionnement des institutions actuelles. La poursuite ou la mise en oeuvre des plans Jospin, Pasqua, Minc, Pick, Laurent... qui tous s'inspirent de la subsidiarité limitera encore les prérogatives du citoyen. Sur ce point la *Sainte trinité* des présidentiables tient le même cap, pas de mystère: *"la ligne fondamentale ne variera pas"*. Un fort taux d'abstentions dans les zones rurales et les banlieues ouvrières serait le glas de l'état de grâce en même temps qu'un avertissement.

**Serge MAHE**

(3) PIB: 7390 milliards en 94.

(4) *Le Monde* du 18.02.

## NOUVELLES BREVES

### La démocratie selon Delors

A la question: *"peut-on distinguer concrètement un chrétien-démocrate d'un social-démocrate?"* (*L'Unité d'un homme* p.320) Delors répond: *"Ils peuvent avoir de nombreux points communs en ce qui concerne la conception de la démocratie ..."*.

Question (p.323): *"Ce que certains appellent l'absence de valeurs dans notre société est-il lié, à votre avis, à la perte d'influence de l'Eglise dans notre société?"*. Réponse: *"Dans une certaine mesure oui, cela ne fait pas de doute. La crise de la démocratie est due en partie à un affadissement du spirituel"*.

Question (p.339): *"D'où tenez-vous ce goût pour la simplicité d'expression? De l'engagement politique, de votre position religieuse ou d'un talent personnel?"* Réponse: *"Déjà enfant, je passais pour avoir un esprit et une expression clairs. Mais je pense que ma passion pour les mathématiques m'y a beaucoup aidé. Il me semble que cette discipline contribue à clarifier la pensée et l'exposé de vos idées"*.

C'est juste. A titre d'exemple nous proposons cette équation qui exprime la fusion, au-dessus de la démocratie défaillante, des composantes de l'*Unité d'un Homme*.

$$\frac{\text{(Social-Démocrate)}}{\text{démocrate}} \quad \frac{\text{(Démocrate-chrétien)}}{\text{démocrate}} = \text{Social-chrétien}$$

... la démocratie a disparu. Place à l'Équité évangélique.

### Nouvelles religieuses

En remplacement de Mgr Casanova, évêque d'Ajaccio atteint par la limite d'âge, le pape a nommé jeudi 5 Janvier, Mgr André Lacrampe (ex-aumônier de la JOC). Une relève qui devrait satisfaire les ouailles du diocèse inquiètes des inclinations à la flexibilité manifestées par l'ancien prélat de l'île de beauté.

### Le récidiviste

Sauvagement attaqués par une bande de Comoriens marseillais trois colleurs d'affiches du F.N. n'ont pu se dégager qu'en tirant en l'air à l'aide de leur pistolet à colle. Malencontreusement l'une des balles retombait sur le dos étranger d'un des agresseurs qui succombait rapidement. Cet incident stupide ne devrait pas trop gêner la campagne de Mr Le Pen si bien commencée.

Au meeting de Dijon qui mobilisa 3.000 personnes (1.000 en salle et 2.000 dans la rue) le vieux leader n'a pas caché ses sentiments vis à vis des candidats à la présidentielle. Concernant Chirac il déclama: *"... en 1981 il a poignardé Giscard d'Estaing; en 1988 il s'est poignardé lui-même; et maintenant il poignarde Balladur. Quant à Jospin, il lui rend cet hommage appuyé: "il en restait un d'honnête au PS, alors, ils l'ont sorti"*.

Monsieur Le Pen, fidèle à sa stratégie décrite dans le livre *"La main droite de Dieu"* n'a pas donné pour l'instant d'autre consigne de vote utile.